

Convention collective

**IDCC : 9531. – EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE
(Mayenne)
(15 février 1974)**

(Etendue par arrêté du 17 novembre 1975,
Journal officiel du 16 janvier 1976)

Convention collective

**IDCC : 9532. – EXPLOITATIONS HORTICOLES,
MARAÎCHÈRES ET DE PÉPINIÈRES
(Mayenne)
(8 avril 1974)**

(Etendue par arrêté du 9 avril 1975,
Journal officiel du 18 mai 1975)

ACCORD DU 20 JUIN 2013

NOR : AGRS1397216M
IDCC : 9531, 9532

PRÉAMBULE

Considérant la déclaration de constitution, parue au *Journal officiel* des associations du 19 janvier 1994, de l'association départementale pour l'emploi et la formation en agriculture de la Mayenne (ADEFA 53), dont le siège social est situé à la Maison des agriculteurs, parc technopôle Changé, BP 36135, 53061 Laval Cedex, ainsi que le dépôt des statuts à la préfecture de la Mayenne le 3 janvier 1994 ;

Considérant que cette association se donne pour objet de promouvoir, valoriser, adapter l'emploi dans les exploitations agricoles et de coordonner l'ensemble des actions s'y rapportant dans le département de la Mayenne ; que pour ce faire l'association favorisera la mise en œuvre de toutes mesures afférentes à l'emploi des salariés d'exploitations agricoles ;

Considérant que dans tous les domaines qui concernent la formation et l'emploi des salariés agricoles l'association se donne pour mission de :

- coordonner les études et les actions entreprises au plan départemental par les organisations professionnelles, les administrations, les organismes publics et privés concernés ;
- réunir et diffuser toutes les informations et documents disponibles ;
- entreprendre des études et des actions notamment pour mieux connaître les réalités du marché de l'emploi par la mise en place d'un observatoire départemental des formations, des qualifications et des emplois ;
- promouvoir tous moyens de nature à favoriser les contrats entre les entreprises et les salariés d'exploitations agricoles à la recherche d'un emploi, soit directement, soit en liaison avec tous les organismes de placement susceptibles d'y contribuer ;

- favoriser l’emploi de main-d’œuvre permanente ;
- valoriser le métier de salarié agricole et montrer que la profession agricole est en mesure d’offrir des métiers qualifiés et de qualité ;
- rechercher une meilleure adéquation des volets formation-qualification-emploi des salariés des exploitations agricoles ;

Considérant que la pérennité de l’association est liée à la mise en place d’un autofinancement constitué des cotisations assises sur la masse des salaires,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d’application

Le présent accord concerne les employeurs et salariés des exploitations de la Mayenne entrant dans le champ d’application des conventions collectives suivantes :

- polyculture et élevage de la Mayenne ;
- horticulture, maraîchage et pépinières de la Mayenne.

Article 2

Montant des cotisations

Les cotisations assises sur la masse des salaires sont appelées, à parts égales employeur-salarié, à hauteur de :

- 0,075 % contribution patronale ;
- 0,075 % contribution salariale.

Article 3

Recouvrement des cotisations

La caisse de mutualité sociale agricole de Mayenne-Orne-Sarthe est chargée, par convention passée par l’ADEFA 53, de recouvrer les cotisations.

Article 4

Entrée en vigueur, révision et dénonciation

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur à compter du premier jour du trimestre civil suivant la date de l’arrêté d’extension.

Le présent accord peut faire l’objet d’une révision ou d’une dénonciation partielle ou totale à la demande de l’une des parties, au moins 3 mois avant le terme de chaque année civile, par lettre recommandée avec demande d’avis de réception adressée, d’une part, aux autres parties signataires et, d’autre part, à l’unité territoriale de la Mayenne (UT 53) de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi (DIRECCTE) des Pays de la Loire.

Article 5

Extension

Les parties signataires demandent l’extension du présent accord à toutes les exploitations et entreprises situées dans le champ professionnel d’application, conformément aux dispositions de l’article L. 2261-24 du code du travail.

Fait à Laval, le 20 juin 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FDSEA de la Mayenne ;

Union horticole de la Mayenne.

Syndicats de salariés :

SGA CFDT ;

CFTC.